

AUJOURD'HUI

Éditorial

Ottawa, Québec et Montréal trouvent des millions de dollars pour subventionner le rire. La claqué populaire devient critère majeur de développement culturel. L'éditorial de Lise Bissonnette. Page A-6

Idées

Texte intégral de la présentation du ministre délégué aux Affaires autochtones, M. John Ciaccia, lors de la conférence de presse du 19 juillet à Montréal, concernant le bilan de la situation à Oka. Page A-7

Un délégué du Québec à Moscou

Le Québec a proposé, hier, de déléguer un représentant permanent à Moscou pour s'occuper des liens commerciaux grandissants avec la République russe. Page A-3

Attentat à la Bourse de Londres

L'Armée républicaine irlandaise (IRA), vraisemblablement responsable de l'attentat perpétré hier matin contre la Bourse de Londres, s'est attaquée, au cœur même de la capitale britannique, à son symbole financier et économique. Page A-4

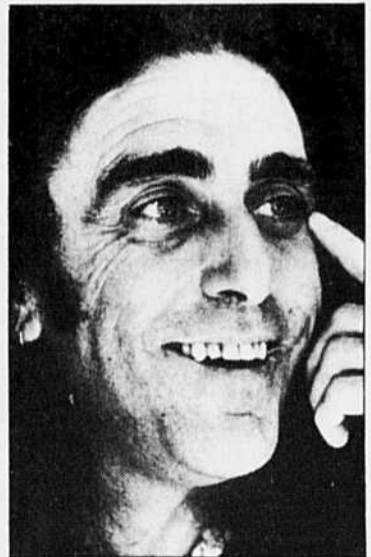
Castro intraitable

La situation s'est aggravée à l'ambassade d'Espagne à La Havane avec l'entrée, hier peu avant midi, de cinq nouveaux réfugiés cubains, alors que Fidel Castro paraissait intraitable dans la plus grave crise entre Madrid et La Havane depuis la victoire de la « Révolution ». Page A-4



North subira un nouveau procès

Une Cour d'appel de Washington a annulé, hier, un des chefs d'accusation ayant entraîné la condamnation de l'ancien collaborateur de la Maison-Blanche Oliver North, qui devra donc à nouveau comparaître en justice pour son implication dans l'affaire de l'irangate. Page A-4



Le riche héritage de Gerry Boulet

Le chanteur Gerry Boulet, décédé cette semaine, lègue à la chanson québécoise un riche héritage. Page C-1

Les chefs autochtones exigent le retrait des forces policières

Les Amérindiens réclament aussi le rappel du Parlement

Caroline Montpetit

RIEN ne laisse présager une solution imminente à la crise qui oppose les Mohawks aux gouvernements fédéral et provincial sur les barricades mohawks érigées depuis dix jours à Kahnawake et Kanesatake.

En conférence de presse, hier, le vice-chef de l'Assemblée des Premières Nations autochtones du Canada, M. Konrad Sioui, entouré de quelque 150 représentants de la communauté autochtone de l'ensemble du Canada, a présenté une résolution en neuf points, dans une tentative de règlement du conflit.

Les chefs amérindiens demandent le retrait immédiat des forces policières et militaires du Québec et du Canada des barricades mohawks érigées à Kanesatake et Kahnawake, pour faciliter le processus de négociation pacifique entre le gouvernement fédéral et les Amérindiens.

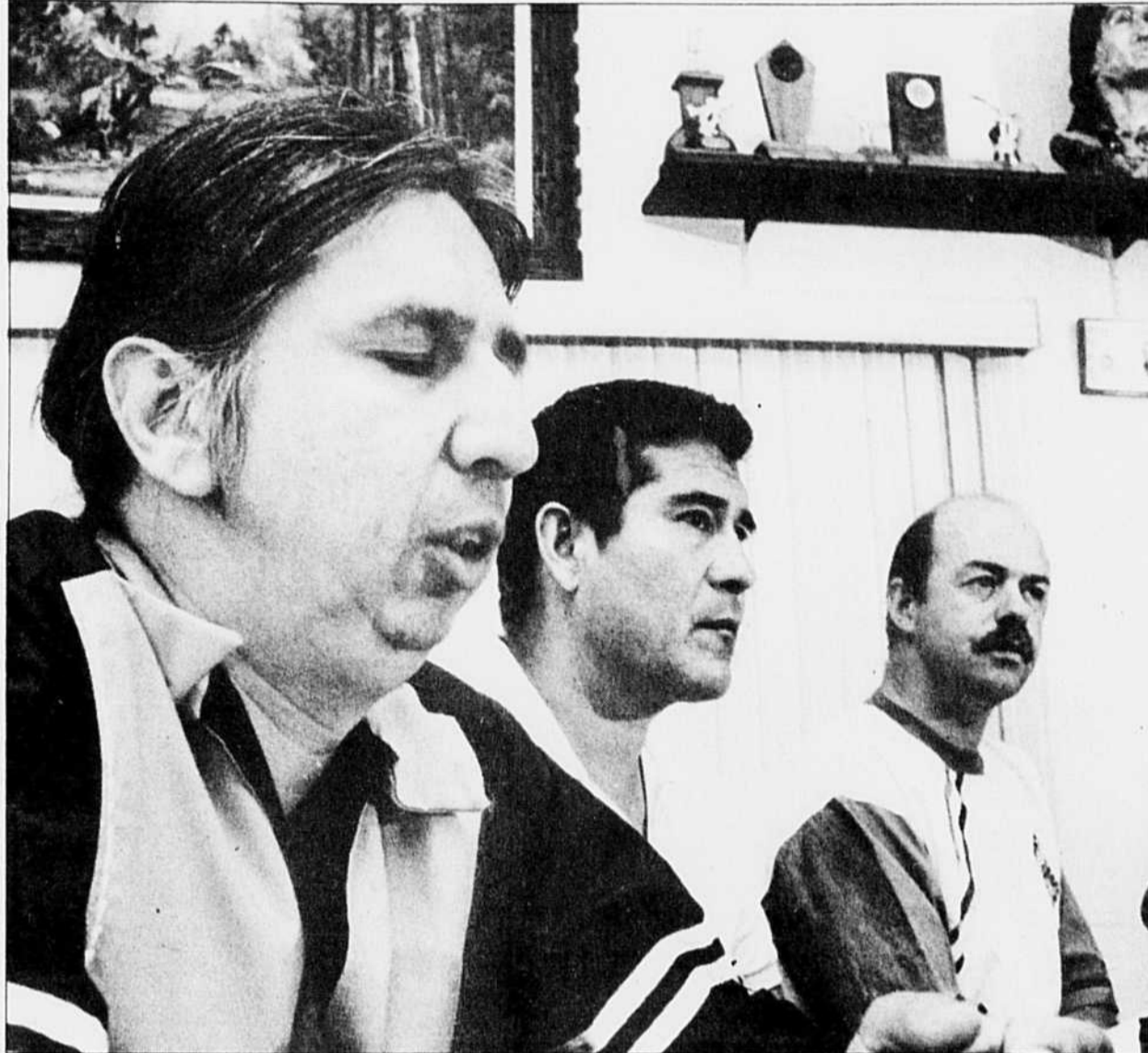
Les chefs réclament aussi le rappel du Parlement du Canada afin de dénouer la crise.

Ils en appellent également des responsabilités constitutionnelles du gouvernement fédéral à l'égard du peuple autochtone, pour revendiquer la participation active du premier ministre du Canada dans les négociations.

L'Assemblée des Premières Nations persiste cependant à réclamer l'amnistie à l'ensemble de la communauté mohawk impliquée dans la crise actuelle, et ne garantit en aucune façon le désarmement des guerriers (Warriors), embusqués derrière les barricades.

Jeudi, le ministre fédéral des Affaires indiennes a réaffirmé que son gouvernement refuserait de négocier avec une communauté armée.

Voix page A-8: Chefs



Ken Deer, représentant du Long House, le chef Joe Norton, des Mohawks de Kahnawake, et Konrad Sioui, de l'Assemblée des premières nations, ont demandé le rappel du Parlement canadien afin de dénouer la crise.

La police doit faire le premier geste, dit Chrétien

d'après la Presse Canadienne
 KAHNAWAKE — Selon le chef libéral Jean Chrétien, les forces policières devraient faire un premier geste en vue de dénouer l'impasse qui persiste entre les Mohawks et les autorités, à Oka et sur la rive sud de Montréal.

« Il faudrait qu'il y ait des gestes de part et d'autre. Mais à mon avis, il serait préférable que ça commence par la police », a affirmé hier M. Chrétien dans le Kateri Hall, de Kahnawake, devant des chefs mohawks et d'autres nations indiennes.

Une fois ce premier geste démontré par les policiers, « je suis convaincu que les Indiens aussi feraient leur geste, dans les heures sinon les jours suivants », a-t-il affirmé en rappelant la longue histoire de méfiance, explicable, de la part des Amérindiens envers les Blancs.

Le chef libéral rejette par ailleurs l'argument du ministre Tom Siddon comme quoi les Mohawks doivent déposer les armes avant que le gouvernement fédéral s'engage toute discussion.

« C'est surprenant cette excuse des armes. M. John Ciaccia négocie depuis plus d'une semaine dans ces circonstances et Ottawa approuve M. Ciaccia. Alors pourquoi le ministre Siddon ne peut-il pas faire de même? »

Le processus menant à une solution de la crise devrait être graduel : « Un geste de la police serait suivi par un geste des gens d'Oka (les Mohawks de Kanesatake). Nous aurions alors une baisse de la tension », a-t-il expliqué.

M. Chrétien, comme la plupart des reporters, avait gagné la réserve de Kahnawake par embarcation, pilotée par les autochtones. Les Mohawks présents dans la salle ont applaudi à la mention par M. Chrétien d'un premier geste devant venir des

Voix page A-8: Chrétien

Amnistie Internationale rapporte un nombre croissant de meurtres d'enfants abandonnés au Brésil

RIO DE JANEIRO (AP) — Des « escadrons de la mort » loués pour « nettoyer les taudis » torturent et assassinent un nombre croissant d'enfants abandonnés au Brésil, souvent avec la complicité de la police. Chaque jour, un nombre record de meurtres est enregistré à Recife, Sao Paulo et Rio de Janeiro, rapporte Amnistie Internationale.

Dans un rapport intitulé : « Torture et exécution extrajudiciaire dans les villes du Brésil », les membres d'Amnistie font état de violences, en nette progression, perpétrées contre des enfants pauvres et errants. Le rapport dénonce les tortures policières, les viols et les arrestations illégales d'enfants de la rue.

Ces violences sont principalement commises par les sinistres « escadrons de la mort », généralement composés d'officiers de police en retraite ou n'étant pas en service. Exécutes par une justice « impotente et

versatile » devant le crime, ces commandos ont commencé à oeuvrer dans les années 60 en exécutant des opposants et des criminels pour le compte des juntas militaires successives.

« La violence n'a jamais été aussi intolérable, estime Rodrigo Sousa Filho, coordinateur du Mouvement national des enfants de la rue, dans l'État de Rio de Janeiro. Ces enfants sont abattus comme des chiens errants ».

Cette violence est le reflet d'un Brésil dont la pauvreté, la désintégration des cellules familiales et la corruption de la police se sont aggravées au cours de la décennie passée. Le pays connaît l'une des plus graves crises de son histoire : inflation à quatre chiffres, dette extérieure de plus de 130 milliards \$ et des coupes sombres dans les budgets sociaux.

Selon un rapport de l'UNICEF publié en mars dernier, 30 millions d'en-

fants vivent dans la misère la plus révoltante. Douze millions d'entre eux doivent se débrouiller seuls dans les rues. Ils étaient cinq millions dans ce cas en 1985.

Pour survivre, ils se transforment en mendiants ou en voleurs à la tire. « Ils apprennent très vite qu'ils peuvent tripler le salaire de leurs parents en vendant de la drogue ou en rejoignant un gang », déclare Pedro Menezes, porte-parole de la Fondation centrale pour les enfants et les adolescents.

Ne pouvant être justiciables avant l'âge de 18 ans, ces enfants sont des recrues de choix pour les chefs de gangs. C'est ainsi qu'ils participent à des enlèvements, des attaques de banques et à la revente de cocaïne. Devant l'augmentation de cette petite délinquance, les commerçants n'hésitent plus à louer les services des « escadrons de la mort ».

Voix page A-8: Brésil

Les négociations sur l'indépendance lituanienne sur le point de commencer

MOSCOU (Reuter) — Les négociations sur l'indépendance de la Lituanie pourraient commencer avec le Kremlin dès la semaine prochaine, a déclaré hier le premier ministre de la république balte, Kazimiera Prunskiene, après avoir rencontré Mikhaïl Gorbatchev.

« D'après ce que j'ai compris, il est prêt à entamer les négociations dès demain », a-t-elle dit à Reuter par téléphone.

« Nous espérons que nous commencerons de véritables négociations la semaine prochaine », a précisé le premier ministre, ajoutant qu'il suffisait à la Lituanie de constituer sa délégation.

« En ce qui nous concerne,

nous allons créer la semaine prochaine une commission (sur les négociations) avec l'aide du Conseil suprême. Les documents adéquats sont déjà prêts ».

Selon elle, le premier ministre soviétique Nikolai Rikjkov, qui devrait mener la délégation du Kremlin aux pourparlers, lui a confirmé être prêt à commencer les discussions sans délai.

La Lituanie a proclamé son indépendance le 11 mars et a déclaré le mois dernier qu'elle gèlerait sa déclaration pour 100 jours à partir du début des négociations qui doivent déterminer son statut vis-à-vis de l'URSS.

Gorbatchev avait à l'origine
 Voix page A-8: Indépendance

Vues d'en bas, les maisons se ressemblaient toutes

Francine D'Amour collaboration spéciale

Professeur de littérature dans un cégep de la région montréalaise, Francine D'Amour a fait une entrée remarquée dans les lettres québécoises en décrochant coup sur coup le Prix Guérin et le Prix Molson de l'Académie canadienne-française pour son premier roman *Les dimanches sont mortels*, paru en 1987, aux éditions Guérin. Depuis, elle a publié *Les Jardins de l'enfer*, chez VLB.

DANS le brouhaha de l'arrivée, personne ne l'avait vue sortir. Le voyage avait été interminable, mais elle avait dormi pendant presque toute la durée du trajet. C'était à peine si elle se rappelait que papa l'avait prise dans ses bras et

transportée à l'intérieur de la maison, où, en dépit de ses efforts pour rester éveillée, elle s'était presque aussitôt endormie de nouveau. C'était peut-être l'effet du médicament que maman lui avait donné avant de partir. D'habitude, elle n'était pas sujette au mal des transports, mais c'était la première fois qu'elle entreprenait un aussi long voyage : aussi « mieux valait-il prévenir que guérir », comme l'avait dit maman. En ouvrant les yeux, elle avait été étonnée de ne rien reconnaître du décor qui l'entourait. Elle était ailleurs. Cela avait quelque chose de troublant, d'inquiétant, mais, en même temps, d'excitant. De grands draps blancs recouvraient les meubles qui avaient l'air de fantômes. Un peu effrayée, elle avait ap-



pelé sa grande soeur, qui lui avait donné un bout de chocolat en lui faisant promettre de se tenir tranquille. Elle avait promis, mais elle s'était levée dès qu'Hélène avait eu le dos tourné.

La maison était grande à se perdre. Elle en avait fait plusieurs fois le tour, explorant les coins et les recoins, multipliant les découvertes. Dans une garde-robe, elle avait déniché un mannequin en osier, qui l'a-

vait fait sursauter parce qu'il n'avait pas de tête; puis, elle s'était cachée à l'intérieur de l'horloge grand-père, mais personne ne l'avait trouvée, ni même cherchée; en haut de l'escalier, il y avait une ouverture grillagée pratiquée dans le plancher, par où elle avait épié ce qui se passait à l'étage au-dessous. Il régnait là une grande agitation. Papa allait et venait en transportant des valises, grand-maman rangeait les provisions dans la cuisine, maman retirait les housses qui recouvraient les meubles. Comme elle commençait à s'enner, elle avait eu l'idée de descendre au rez-de-chaussée et de défaire les bagages qui s'amoncelaient dans le vestibule. Elle avait fait des tas avec les shorts, les maillots, les san-



Francine D'Amour

Voix page A-8: Maisons

ÉTÉ SEUIL

PIERRE BILLON

L'ULTIME ALLIANCE

«Le nouveau roman de Pierre Billon, (...) marquera sans doute notre littérature de fin de siècle d'une grosse pierre blanche.» Jean Royer, *Le Devoir*

«Un roman riche, passionnant, éblouissant, épatant!» Jean-Roch Boivin, *Voix*

«...Un très grand livre...» Réginal Martel, *La Presse*

Par l'auteur de «L'Enfant du cinquième Nord».

Une critique unanime!



Plusieurs proches de Gerry Boulet, Denise Boucher, le bassiste Breen Leboeuf et « Wézo », l'ex-batteur d'Offenbach, ont assisté à l'émouvante cérémonie.

PHOTO ALFRED LANGCÔT/JOURNAL DE MONTRÉAL

Une foule bigarrée rend hommage à Gerry Boulet

Michel Van de Walle
de la Presse Canadienne

DES ROCKERS tout de noir vêtus mêlés à de nombreuses personnes aux cheveux gris en passant par les jeunes enfants de ses fans aujourd'hui dans la quarantaine : c'est cette foule bigarrée qui a rendu hier un dernier hommage à Gerry Boulet, le chanteur rock québécois décédé mercredi à 44 ans des suites d'une longue maladie.

Environ 2000 personnes s'étaient en effet rassemblées en l'église Saint-Antoine, à Longueuil, débordant sur le parvis malgré une pluie incessante, afin d'assister à une cérémonie funèbre. On y reconnaissait des amis et artistes, dont des musiciens de l'ex-groupe rock Offenbach, Raymond Lévesque, Lucien Francoeur, Jean-Guy Moreau, ou encore l'ex-politicien devenu animateur, Claude Charon.

La musique était d'ailleurs omniprésente tout au long de la cérémonie, plongeant chaque fois l'auditoire dans un silence ému. Certaines de ses chansons les plus connues, telles que *Faut que j'me pousse*, un blues douloureux de l'époque d'Offenbach, ou encore

Avec les yeux du coeur, ont été interprétées au saxophone par Richard Leduc, qui avait fait les arrangements du dernier microsilon de Gerry Boulet, *Rendez-vous doux*.

L'émotion fut particulièrement intense lorsque dès les premières minutes de la messe, les haut-parleurs firent entendre la voix de Gerry, chantant le Kyrie. L'enregistrement avait été fait en 1972, lorsque le groupe Offenbach, dont Gerry Boulet était un pilier, avait présenté un spectacle à l'Oratoire Saint-Joseph. Au terme de l'interprétation hier, la foule s'est mise à applaudir longuement, faisant ainsi une dernière ovation debout à l'auteur-compositeur. Le même geste devait se répéter au cours de la cérémonie, alors que le Requiem enregistré à la même époque résonna également des haut-parleurs.

« Tous un jour nous devons quitter. Gerry l'a fait avec dignité, avec sérénité », devait dire le curé Jean-Hugues Trudeau, après avoir rappelé les qualités de l'auteur-compositeur-interprète. Gerry Boulet s'était attiré l'admiration d'un large auditoire, ces dernières années, par le combat qu'il a mené contre le cancer du côlon qui l'a conduit à la mort. La maladie et l'approche de la mort, loin de di-

minuer Gerry, l'ont au contraire grandi à nos yeux », devait ajouter le curé Trudeau qui utilisa certaines phrases de chansons pour émailler ses interventions et interpréter l'évangile.

En plus de la musique et de la voix, le rappel de Gerry Boulet se faisait hier par une grande photo de lui, souriant, photo qui avait été placée sur une table à l'avant, au centre de la nef. Devant elle, une seule gerbe de fleurs, posée à terre. Son corps devait être incinéré au même moment que se déroulait la cérémonie, selon l'un de ses proches.

Au terme des funérailles d'ailleurs, plusieurs personnes se sont pressées en silence autour de cette photo pour un dernier salut tandis que résonnait dans l'église l'*Hymne à l'amour*, cette chanson d'Edith Piaf que Gerry Boulet interprétait avec une intensité exceptionnelle. Ça et là dans l'église, certains fans sont demeurés longtemps assis après la fin de la cérémonie, les yeux hagards en fredonnant l'une ou l'autre de ses chansons.

À l'extérieur, quelqu'un portait une pancarte où était tout simplement écrit « Merci », comme avait l'habitude de dire Gerry Boulet à son public.

À Oka, des membres de la communauté mohawk se sont d'ailleurs plaints hier du manque grandissant de nourriture de l'autre côté des barrières gardées par la Sûreté du Québec.

« Nous nous débrouillons, personne n'est affamé, mais la viande est très rare », a déclaré une Mohawk chargée d'assurer la sécurité dans la communauté, qui refuse d'être identifiée.

Deux représentants de la Commission des droits de la personne du Québec se sont d'ailleurs rendus hier à Oka pour superviser la situation.

À Kahnawake, Mme June Deslisle, porte-parole des Mohawks de Kahnawake, est également venue témoigner aux journalistes de la difficulté pour son peuple d'obtenir de la nourriture, des médicaments et des services essentiels derrière les barrières policières du pont Mercier.

« Il est inadmissible que je doive demander la permission à la Sûreté du Québec, pour obtenir des ambulances ou de la nourriture pour la communauté », a-t-elle déclaré.

Les Mohawks affirment que l'embarco sur les vivres imposé par la Sûreté du Québec est une tactique « propre aux pays oppresseurs ».

Par ailleurs, diverses sources répandaient hier soir la rumeur que les négociations entre le ministre des Affaires autochtones John Ciaccia et les Mohawks d'Oka reprendraient ce soir.

◆ Maisons

dales, les serviettes de plage, les tubes de crème, les médicaments, les livres, les jouets. Le jeu consistait à trier les objets de même nature, forme ou couleur, et à les rassembler. Valises, cartons, sacs à mains, trousse de toilette : elle avait presque tout débarrassé. Les tas s'alignaient d'un bout à l'autre du corridor, telles des barrières le long d'une course à obstacles. Elle s'était amusée à le franchir, mais maman, qui avait buté contre un enchevêtrement de pelles et de seaux entassés au pied de l'escalier, avait mis fin à ce nouveau jeu. « Va jouer avec Hélène, tu vois bien que tu es dans mes jambes ! », s'était-elle écriée en la poussant vers la véranda. Où sa grande sœur faisait une patience. Peut-être Hélène accepterait-elle de jouer à la bataille avec elle ? Mais sa sœur, qui, cet été-là, portait un corset de plâtre l'emprisonnant de la taille jusqu'au cou, n'avait pas aussitôt terminé sa patience que, déjà, elle en avait commencé une autre. Et le jeu de cartes l'absorbait tant qu'elle n'avait même pas levé la tête quand le vent avait claqué la porte.

Le choc avait été total. Un spectacle extraordinaire l'attendait au dehors. La véranda donnait sur une galerie ouverte qui surplombait la mer. Rien ne venait entraver le regard qui se perdait dans l'immensité grise, car la mer était grise, elle n'était pas bleue comme sur les images de son livre préféré, celui qu'elle avait dû

laisser en ville parce que maman avait jugé qu'il était trop encombrant. C'était un gros livre illustré qui racontait le voyage en mer d'un guerrier et de ses compagnons. L'*« Odyssee »*, comme disait papa quand il lisait, avait duré des années. Tout au long du voyage, le guerrier, qui s'appelait Ulysse, avait rencontré toutes sortes de créatures extravagantes : des géants qui n'avaient qu'un oeil, des monstres marins qui surgissaient des flots, des sirènes qui ensorcelaient les voyageurs. Vivrait-elle un jour des aventures aussi étonnantes ? Pourquoi pas ? À cinq ans, n'était-elle pas déjà devenue une voyageuse ?

En descendant l'escalier qui menait à la plage, elle avait compté les marches. Il y en avait dix-sept, et la septième était branlante. Vues d'en bas, les maisons de bois se ressemblaient toutes. Il n'y avait pas un seul arbre sur la dune où elles s'alignaient. Plusieurs étaient vertes comme la sienne. Certaines étaient si vieilles qu'elles penchaient un peu. Les plus spacieuses étaient flanquées de tourelles comme les châteaux. La sienne n'en possédait pas, mais elle était dotée d'un pignon orné d'un « oeil-de-boeuf » : c'était sa grande sœur qui lui avait appris le mot.

Le sable crissait sous ses pieds nus. Elle avait retiré ses sandales de plastique et les avait abandonnées sur la dernière marche de l'escalier. C'était amusant de courir sur la plage en soulevant le sable qui retombait en nuages. Il devait être tard, car les quelques vacanciers avaient presque tous plié bagage. Un garçon l'avait poursuivie un moment, mais il s'était lassé parce qu'elle courait beaucoup plus vite que lui. Le sable était blanc comme le sucre en poudre que maman mettait dans ses gâteaux. Il piquait les yeux aussi valait-il mieux faire des pirouettes là où il était mouillé. En marchant le long du rivage, elle avait fait toute sorte de trouvailles. Il y avait des colliers d'algues caoutchouteuses qui s'enroulaient à ses chevilles, des crabes qui marchaient de côté, des étoiles de mer auxquel-les il manquait toujours une branche. Avec un bout de bois, elle avait effleuré le ventre gélatineux d'une méduse. Elle avait regretté de n'avoir pas apporté de seau, mais sa robe avait des poches qu'elle avait bourrées de coquillages. À l'intérieur, il y avait peut-être des bêtes vivantes que maman ferait cuire à la vapeur. Elle avait poursuivi des goélands qui trottaient sur le sable en criaillant, mais ils s'envolaient toujours au dernier moment. À bout de souffle, elle était entrée dans la mer. Elle avait trempé son doigt dans l'eau et l'avait liché : c'était salé comme sa grande sœur le lui avait expliqué. Les vagues se brisaient contre ses genoux et, à tout instant, elle perdait l'équilibre. Elle avançait en vacillant dans les flocons de mousse. Peu à peu, elle s'était enhardie. Il s'agissait de sauter par-dessus la vague au moment où elle était sur le point d'éclater. Le

Buchanan ne démissionnera pas malgré l'enquête de la GRC

HALIFAX (PC) — Le premier ministre John Buchanan a fait savoir, hier, qu'il n'a nullement l'intention de démissionner, pendant que la GRC enquêtera sur les allégations de l'ancien sous-ministre Michael Zareski.

« Pourquoi le ferais-je, a demandé M. Buchanan. Je ne suis même pas mentionné dans le communiqué de la police ».

La GRC a en effet annoncé qu'elle entreprenait une enquête, mais aucun nom n'a été précisé.

Zareski, qui était sous-ministre des Services du gouvernement, a accusé le premier ministre d'avoir accepté des pots-de-vin et d'avoir pratiqué le favoritisme à l'égard de ses amis, au cours de son témoignage devant un comité de l'Assemblée législative.

Le haut fonctionnaire a également fait d'autres allégations, dans le but de démontrer l'existence d'un sys-

tème de corruption à l'intérieur du gouvernement conservateur.

Pour Mme Alexa McDonough, chef du NPD en Nouvelle-Écosse, il est évident que M. Buchanan devrait remettre sa démission.

« Si le premier ministre lui-même fait l'objet d'une enquête, et il va le savoir même si le public ne le sait pas, la seule chose convenable et correcte à faire est de s'en aller », a affirmé Mme McDonough.

« Malheureusement, John Buchanan a rarement choisi de faire la chose convenable quand sa survie politique était en jeu ».

Le leader libéral Vince MacLean a donné raison à la GRC de ne mentionner personne. C'est M. Buchanan lui-même, a-t-il dit, qui sait s'il doit remettre sa démission.

« Le premier ministre, a-t-il noté, sait ce qui se passe derrière la scène. Il sait s'il est impliqué dans cette af-

faire. Il sait comment fonctionne le système de favoritisme et je crois qu'il est la personne la mieux placée pour s'occuper de son propre avenir politique ».

La dernière fois qu'un premier ministre provincial a fait l'objet d'une enquête criminelle est en 1985. Le premier ministre Richard Hatfield, du Nouveau-Brunswick, a été accusé de possession de marijuana et il a été acquitté.

M. Hatfield n'a pas démissionné, ni pendant l'enquête de police, ni pendant le procès.

Si la police arrive à la conclusion que des accusations doivent être portées à la suite de son enquête sur les allégations de Zareski, ces accusations seront portées devant les tribunaux, a assuré le procureur général Tom McInnis.

« Il n'y a pas deux systèmes de justice », a indiqué M. McInnis.

Les Mohawks achètent leurs armes aux États-Unis

— Il y a maintenant environ trois semaines que l'armurier Frank Smith ne voit plus ses bons clients, « qui sont des Guerriers (mohawks) ou des sympathisants des Guerriers ».

L'armurerie de M. Smith se trouve à Fort Covington, dans l'État de New York, à moins d'un kilomètre de la réserve d'Akwesasne (St-Régis).

« Ils sont peut-être en visite chez leurs amis, à Montréal », a suggéré M. Smith, le sourire en coin.

Même si la plupart de ses clients sont de simples chasseurs mohawks, M. Smith reconnaît facilement les Guerriers par le genre d'armes et de munitions qu'ils achètent.

Ces armes, qu'on retrouve actuellement à Oka et à Kahnawake, se vendent également au Canada, mais il est beaucoup plus facile de se les procurer dans certaines régions des États-Unis.

Le passage d'un pays à l'autre s'effectue alors, très souvent, à Akwesasne, à une centaine de kilomètres de l'ouest de Montréal.

Depuis l'affrontement armé du 1er mai dernier entre partisans et adversaires des casinos, qui a causé la mort de deux Mohawks, il y a beau-

coup de policiers américains et canadiens à Akwesasne.

Mais la réserve, placée à cheval sur l'État de New York, le Québec et l'Ontario, demeure toujours un paradis pour les contrebandiers.

L'inspecteur Carl Gallant, du poste de la GRC de Long-Sault, en Ontario, estime à 100 millions \$ le montant des taxes perdues par le gouvernement canadien à cause de la contrebande des cigarettes américaines.

Parmi les armes préférées des Guerriers, on remarque les fusils d'assaut AK-47 et AR-15, les pistolets 9-mm et les carabines 30-06. Certains prétendent même qu'ils possèdent des mines antipersonnel.

Les armes semi-automatiques AK-47 et 30-06, par exemple, peuvent être achetées légalement au Canada. Mais les mêmes armes, devenues automatiques, sont interdites.

Selon M. Smith, il faut moins de 20 minutes à une personne qui s'y connaît pour transformer une arme semi-automatique en automatique.

Dans certains États américains, d'un autre côté, il est plus facile d'acheter des armes qu'au Canada.

Dans l'État de New York, par exemple, il n'y a qu'une simple formule à remplir, après s'être identifié, pour acheter un AK-47. Au Canada, il faut un certificat d'acquisition d'arme à feu, qui est contrôlé par la police et sujet à plusieurs vérifications.

Le formulaire de l'État de New York ne comporte que huit questions, dont l'une est pour déterminer si le client est un fugitif et l'autre pour savoir s'il fait usage de stupéfiants. À l'une et l'autre question, tout le monde répond invariablement par la négative et aucune vérification n'est faite par la suite.

Quant aux mines antipersonnel, il est impossible de se les procurer au Canada ou aux États-Unis. Il faut absolument les voler aux Forces armées.

Il est interdit à M. Smith, qui se trouve dans l'État de New York, de vendre des armes à des Canadiens. Mais, comme il le fait remarquer, « nous avons ici (à Akwesasne) des Canadiens qui habitent Snye, au Québec, mais qui possèdent un permis de conduire de New York ». Comment déterminer qui est qui ?

plaisir allait de pair avec la peur qu'elle ressentait.

En sortant de l'eau, elle avait constaté que le soleil avait disparu. Elle avait dû se baigner longtemps car sa peau bleuie était fripée. Il était temps de rentrer. Sans hésiter, elle avait emprunté l'escalier menant à une maison verte dont le pignon s'ornait d'un oeil-de-boeuf. Mais, en pénétrant dans la véranda, elle avait cru qu'elle avait la berlué. Un monsieur inconnu s'était adressé à elle dans une langue étrangère. Comme elle n'avait pas répondu, il lui avait offert un fruit. Elle l'avait pris en disant merci, puis elle avait demandé au monsieur comment s'appelait le fruit, mais il n'avait pas compris. En redescendant l'escalier, elle avait noté qu'aucune des seize marches ne branlait.

Elle avait marché longtemps en luttant contre la fatigue. L'heure du marchand de sable était proche, car ses yeux piquaient de nouveau. L'im- mage de la maison lui trottait dans la tête. En se concentrant, elle la voyait dans tous ses détails : une maison verte, avec un pignon, un oeil-de-boeuf, une véranda, et un escalier au bas duquel elle avait laissé ses sandales. Par un phénomène inexplicable, la plage, qui était déjà large, s'était encore élargie. D'heure en heure — car il y avait sûrement des heures qu'elle marchait —, la mer s'éloignait. Quand elle avait remarqué qu'il n'y avait plus de maisons sur la dune, elle n'avait pas eu le courage de refaire le chemin en sens inverse. Il fallait bien l'admettre : elle était perdue au milieu d'une mer de sable qui s'étendait à l'infini. Elle frissonnait dans sa robe humide. Pour se réchauffer, elle avait eu l'idée de s'en-tourer de la laine.

Immobilisée comme une momie, elle écoutait la mer qui grondait. En écarquillant les yeux, elle apercevait des montagnes qui se profilaient à l'horizon. Mais, l'instant d'après, elles avaient disparu.

Pendant qu'elle marchait, elle avait eu peur de la nuit qui venait. Elle avait pensé que tout le monde devait la chercher partout. Maintenant, elle s'efforçait de ne plus penser à rien. Grâce à la lune qui s'était levée, il faisait encore clair. Elle grignotait le fruit exotique que le monsieur inconnu lui avait donné. Elle n'avait jamais rien goûté de pareil. La chair jaune et pulpeuse fondait dans la bouche. Peut-être le monsieur était-il l'un de ces mangeurs de lotus que les compagnons d'Ulysse avaient rencontrés ? « Quiconque goûtait le fruit à la douceur de miel ne songeait plus au retour » : c'était écrit tel quel dans le livre. Elle suçait ses doigts osseux en chassant l'image de la maison verte qui revenait à hanter. Pelotonnée sous sa couverture de sable, elle endormait sa peur en se répétant les paroles du livre comme une litanie : « ... fruit... douceur... miel... songeait... retour ». Ronde comme un oeil-de-boeuf, la lune veillait sur son sommeil.

« J'ai pris la parole pendant la réunion et j'ai dit que nous avions déjà déterminé notre statut. Nous sommes prêts à signer un traité avec l'Union soviétique, mais pas un traité d'union au sein de l'Union soviétique », a-t-elle dit.

les, au sortir d'une réunion entre le président et les dirigeants des quinze républiques soviétiques qui a duré toute la journée.

À noter que le président lituanien Vytautas Landsbergis a boycotté cette réunion qui était consacrée à l'introduction de l'économie de marché en URSS et à un nouveau traité d'union qui devrait décentraliser une partie des pouvoirs au profit des républiques.

Prunskiene a précisé qu'elle avait souligné que la Lituanie n'avait aucune intention de signer un traité qui ferait d'elle une partie intégrante de l'URSS.

« J'ai pris la parole pendant la réunion et j'ai dit que nous avions déjà déterminé notre statut. Nous sommes prêts à signer un traité avec l'Union soviétique, mais pas un traité d'union au sein de l'Union soviétique », a-t-elle dit.

◆ Chrétien

policiers.

M. Siddon, a lancé le chef libéral, « a été un ministre des Pêches désastreux. Maintenant qu'il occupe ce ministère, s'il n'est pas capable de faire face à ses responsabilités, qu'il démissionne ».

La convocation du Parlement, à Ottawa, « pourrait être très utile, puisque l'inaction du gouvernement cause cette crise ».

L'affaire a connu une escalade, ajoute Jean Chrétien, « au point où, en Europe, le Canada entier commence à avoir un problème d'image, un problème de pays où les droits de tous ne semblent pas respectés ».

Les droits ancestraux des autochtones, a plaidé l'ancien ministre des Affaires indiennes sous le régime Trudeau, ont été reconnus pour la première fois dans la Constitution de 1982, alors que celle de 1867 ne disait pas un mot les concernant.

« Il y a eu une reconnaissance dans les Territoires du Nord-Ouest et, avec notre appui d'Ottawa, la convention de la baie James. Les revendications des droits territoriaux et ancestraux ont repris alors avec plus de vigueur ».

« C'est très sain pour notre société

que les plus pauvres et les plus démunis puissent faire valoir leurs droits », affirme M. Chrétien.

Le rapport du comité Charest, pour la survie de l'accord du lac Meech le printemps dernier, a prouvé que les autochtones posent un problème complexe : « Jean Charest a été devin dans son rapport, la situation des autochtones n'était pas du tout résolue par cet accord. Ensuite c'est un Indien du Manitoba qui a fait mourir l'accord du lac Meech ».

◆ Brésil

Un enfant auteur de rapines peut être abattu pour 50 \$ tandis qu'un petit vendeur de drogue ou chef de gang sera exécuté pour la somme de 200 \$, confie un officier de police. Si cet enfant est noir, précise une étude de l'Institut brésilien des Analyses économiques et sociales, il sera abattu encore plus facilement : 82 % des enfants de la rue assassinés sont noirs ou métis.

Pour en finir avec ces chiffres terribles, Gilberto Dimenstein, un journaliste auteur du best-seller *La guerre des enfants*, estime qu'au moins un enfant par jour est abattu par les sinistres commandos de la mort.

Alors qu'une bonne partie de la police estime qu'il faut traiter les criminels comme tels, même s'ils sont âgés de cinq ou neuf ans, il est pratiquement impossible de punir les membres des commandos parapoliciers. Ces derniers exercent pressions et intimidations sur les rares témoins de meurtres.

Placés dans des cellules crasseuses, les enfants sont souvent battus et torturés. Détenus parfois avec des prisonniers de droit commun adultes, on leur brûle le sexe à la cigarette et on leur plonge la tête dans les toilettes.

« Au moment où je crois avoir pris connaissance d'un cas d'une barbarie sans égal, une autre affaire encore plus révoltante me parvient », confie le député Rodrigo Sousa Filho, du Mouvement national des enfants de la rue.

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Chefs

« Nous représentons une société, et les guerriers (Warriors) sont une faction de cette société », a déclaré le vice-chef de l'Assemblée des Premières Nations, M. Konrad Sioui.

« Les autochtones ont le plus haut taux de suicide au monde. Nos jeunes retournent la violence contre eux-mêmes. Et il est temps qu'on leur permette de respirer en paix », a-t-il ajouté, faisant allusion aux revendications territoriales de l'ensemble des Amérindiens du Canada.

Des représentants de plusieurs nations amérindiennes, aux prises avec le gouvernement fédéral depuis plusieurs années avec leurs revendications territoriales, s'étaient déplacés pour la réunion.

Sur la scène internationale, l'Assemblée des Premières Nations réclame des sanctions économiques de tous les pays du monde, advenant l'échec d'un règlement juste et négocié, pour condamner le gouvernement du Canada pour la négligence de ses responsabilités à l'égard des Amérindiens.

Les chefs amérindiens en appellent à une commission des Nations unies pour enquêter sur les violations des droits civils, politiques, constitutionnels et humains, en cours à Kanasatake et à Kahnawake.

21 juillet

par la PC et l'AP

1988 : après un délai d'un an, deux projets de loi régissant la venue de réfugiés au Canada reçoivent la sanction royale.

1983 : à Saint-Sauveur, la police arrête l'avocate Claire Lortie relativement à une affaire de meurtre : la victime avait été enterrée dans un congélateur.

1973 : la France procède à un essai atomique dans le Pacifique.

1972 : une collision ferroviaire fait 76 morts en Espagne.

1969 : le sénateur Edward Kennedy est inculpé de délit de fuite à la suite de l'accident routier de Chapadwick.

1945 : un match de baseball entre Détroit et Philadelphie dure 24 manches et se termine par un verdict nul de 1-1.

1873 : en Iowa, Jessie James dérobe son premier train.

Ils sont nés un 21 juillet : Julius Reuter, fondateur de l'agence de presse Reuter (1816-1899) ; l'universitaire et essayiste canadien Marshall McLuhan (1911-1980).

LA SOCIÉTÉ D'ARTHRITE

DONNEZ...
une lueur d'espoir

◆ Indépendance

exigé le gel de la déclaration d'indépendance en préalable à toute négociation.

Prunskiene a dit avoir rencontré le chef du Kremlin pendant 20 minu-